



KPMG S.A.
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Association Promotion Santé Martinique

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Promotion Santé Martinique

Immeuble Les Amandiers - Voie N°1 - Zone Industrielle de la Lézarde - 97232 Le Lamentin

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Association Promotion Santé Martinique

Immeuble Les Amandiers - Voie N°1 - Zone Industrielle de la Lézarde - 97232 Le Lamentin

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Promotion Santé Martinique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Promotion Santé Martinique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation comptabilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Lamentin, le 24 avril 2024

KPMG S.A.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'K' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Karine Jean-Baptiste Moutoussamy
Associée

	Brut	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
. Frais d'établissement				
. Frais de recherche et développement				
. Donations temporaires d'usufruit				
. Concessions, brevets, licences, marques	4 731	4 731		
. Autres				
. Immobilisations incorporelles en cours				
. Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
. Terrains				
. Constructions				
. Installations tech., matériels, outillage				
. Autres	86 399	81 648	4 751	4 347
. Immobilisations corporelles en cours				
. Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
. Participations et Créances rattachées				
. Autres titres immobilisés				
. Prêts				
. Autres	16 200		16 200	9 938
Total	107 330	86 379	20 951	14 285
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
. Créances usagers et comptes rattachés	11 300		11 300	8 852
. Créances reçues par legs ou donations				
. Autres	471 228		471 228	220 242
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	359 057		359 057	493 020
Charges constatées d'avance	2 054		2 054	4 983
Total	843 639		843 639	727 097
COMPTES DE REGULARISATION				
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remb. des emprunts				
Ecart de conversion et diff. d'évaluation - Actif				
Total				
TOTAL ACTIF	950 969	86 379	864 591	741 382

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
. Réserves statutaires ou contractuelles	7 622	7 622
. Réserves pour projet de l'entité		
. Autres		
Report à nouveau	86 228	85 544
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	1 757	684
Situation nette (sous-total)	95 607	93 850
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	95 607	93 850
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	553 999	465 586
Total	553 999	465 586
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65	37
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 896	38 642
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	71 350	56 515
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	126 674	86 752
Total	214 985	181 946
Ecarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF	864 591	741 382

	du 01/01/2023	%	du 01/01/2022	%	Var. en val. annuelle	
	au 31/12/2023	PE	au 31/12/2022	PE	en euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	150	0,01	200	0,02	-50	-25,00
Ventes de biens et services :						
- ventes de biens						
<i>dont ventes de dons en nature</i>						
- ventes de prestations de services	5 156	0,51	5 418	0,54	-262	-4,84
<i>dont parrainages</i>						
Produits de tiers financeurs :						
- Concours publics et subv. d'explo.	690 190	67,84	781 908	77,52	-91 718	-11,73
- Versements des fondateurs ou consommation de dot. comptable						
- Ressources liées à la générosité du public :						
Dons manuels	210	0,02	75	0,01	135	180,00
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dép., provisions et transferts de charges	16 903	1,66	5 520	0,55	11 383	206,21
Utilisations des fonds dédiés	304 717	29,95	215 518	21,37	89 199	41,39
Autres produits			2	0,00	-2	-100,00
Total	1 017 326	100,00	1 008 641	100,00	8 686	0,86
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	208 947	20,54	261 089	25,89	-52 142	-19,97
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	7 051	0,69	6 234	0,62	817	13,11
Salaires et traitements	329 979	32,44	281 432	27,90	48 547	17,25
Charges sociales	78 901	7,76	68 851	6,83	10 051	14,60
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 885	0,19	2 325	0,23	-440	-18,94
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	393 130	38,64	388 429	38,51	4 700	1,21
Autres charges	7	0,00	5	0,00	1	27,95
Total	1 019 900	100,25	1 008 366	99,97	11 534	1,14
Résultat d'exploitation	-2 574	-0,25	275	0,03	-2 849	#####
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	1 401	0,14	413	0,04	988	238,95
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de V.M.P.						
Total	1 401	0,14	413	0,04	988	238,95
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différence négatives de change						
Charges nettes sur cession de V.M.P.						
Total						
Résultat financier	1 401	0,14	413	0,04	988	238,95

	du 01/01/2023 au 31/12/2023	% PE	du 01/01/2022 au 31/12/2022	% PE	Var. en val. annuelle	
					en euros	%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-1 173	-0,12	688	0,07	-1 861	-270,43
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	14	0,00			14	#####
Sur opérations en capital	3 023	0,30			3 023	#####
Reprises sur provisions, dépréciatio et transferts de charges						
Total	3 037	0,30			3 037	#####
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	65	0,01			65	#####
Sur opérations en capital	38	0,00			38	#####
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total	103	0,01			103	#####
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 934	0,29			2 934	#####
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les bénéfices	4	0,00	4	0,00		
TOTAL DES PRODUITS	1 021 764		1 009 054		12 710	1,26
TOTAL DES CHARGES	1 020 007		1 008 370		11 637	1,15
EXCEDENT OU DEFICIT	1 757	0,17	684	0,07	1 073	156,74
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
Total						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestation en nature						
Personnel bénévole						
Total						

ANNEXE

- Informations sur l'entité et faits majeurs de l'exercice
- Règles et méthodes comptables
- Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation
- Notes sur le Bilan Actif
- Notes sur le Bilan Passif
- Notes sur le Compte de Résultat
- Engagements financiers et autres engagements
- Autres informations

ANNEXE

Exercice clos le : 31/12/2023

Durée : 12 mois

1 - INFORMATIONS SUR L'ENTITE

Objet :

Représentant de la FNES en Martinique, l'association remplit la fonction d'instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé et en assure les missions qui lui sont dévolues.

Activités ou missions :

- Mise en oeuvre et évaluation des politiques de santé publique du niveau local au national
- Contribuer à la formation en éducation pour la santé
- Concevoir et mettre en oeuvre des programmes

Moyens mis en oeuvre :

- Production de matériel éducatif
- réalisation d'émissions radiodiffusées et télévisées
- Organisation d'enquêtes, réunions, cours, conférences
- Réalisations d'actions de formations

Effectifs :

8

2 - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- Au 01/01/2024 l'Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé de Martinique devient "PROMOTION SANTE MARTINIQUE".

Son siège social est transféré à l'Immeuble Les Amadiers, Voie numéro 1, Zone industrielle La Lézarde 97232 LE LAMENTIN.

- Départ pour inaptitude du chargé d'animation en EPS sur le programme Jafa, remplacement de la chargée de mission et ingénierie en EPS, rupture conventionnelle de la secrétaire - standardiste, recrutement d'une chargée de mission sur le nouveau projet PSFP.

- Projet CPOM avec l'ARS dans le cadre de la mise en oeuvre des contrats locaux de santé

- Programme de soutien aux familles et à la parentalité avec ARS - CAF - PREFECTURE MILDECA - PREFECTURE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

-Projet de création d'un livre de recettes locales végétariennes avec la DAAF et l'ADEME

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC relatif au plan comptable général et du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'activité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

PCA

Les produits à recevoir représentent une facture à établir de 7 500 €.

CHARGES A PAYER

Les charges à payer représentent des factures fournisseurs non parvenues pour 11 023 € et des dettes fiscales et sociales pour 49 314 € (provision congés payés 35 293 € - charges sociales sur congés payés 9 139 € - formation continue 4 882 €).

CONCOURS PUBLIC ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions octroyées à l'association IREPS se décomposent de la manière suivante :

- ETAT/ARS	486 285.00
- CTM	20 833.00
- Institut national du cancer	60 309.00
- ADEME	10 863.00
- Jafa	100 000.00
- MFME	270.00
- DAAF	5 400.00
- CAF	6 230.00

TOTAL	690 190.00
-------	------------

UTILISATION DES FONDS DEDIES

Des projets pour lesquels aucune dépense n'a été comptabilisé au cours des derniers exercices sont justifiés ci dessous :

- CARAMBOLE/MAIRIE DU GROS MORNE avec un solde de 4 223.89 € : le projet est en cours, attente utilisation par la ville

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)***AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES***

- Jafa/ARS RECHERCHE avec un solde de 20 000 € : Pas d'action commencée. Le projet n'est pas encore lancé. En attente retour de l'ARS.
- ACSE GUP ROBERT - Sainte Marie respectivement pour 3 552.01 € et 4 908.37 € : les projets sont en attente.

4 - REGLES COMPTABLES SUR LES ACTIFS, AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

OPTIONS RETENUES

	Date de 1ère option	Option pour la comptabilisation		Non concerné
		en charges	à l'actif	
Frais d'acquisition				
des immobilisations corporelles et incorporelles		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des titres de participation		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des autres titres immobilisés et titres de placement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Frais externe de formation		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
nécessaires à la mise en service				
Coûts d'emprunts activables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
montant comptabilisé à l'actif pour l'exercice				
Dépenses de développement remplissant les les critères d'activation		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
montant comptabilisé en charges pour l'exercice				

COMPOSANTS IDENTIFIES

	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Constructions			
Installations techniques, matériels et outillages industriels			
Autres immobilisations corporelles			

AMORTISSEMENTS

Les plans d'amortissement des immobilisations retiennent les méthodes suivantes :

Durées d'amortissement

Immobilisations non décomposées :

amortissement en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification pour les PME.

Immobilisations décomposées :

Structure : amortissement en fonction de la durée d'usage de l'immobilisation prise dans son ensemble (sauf pour les immeubles de placement).

Composants : amortissement en fonction de la durée normale d'utilisation ou de la durée d'usage lorsqu'elle existe.

Modes d'amortissement

Les amortissements sont calculés en application du mode linéaire ou du mode dégressif.

	Immobilisations non décomposées		Immobilisations décomposées			
	Mode	Durée	structure		composants	
Immobilisations incorporelles	linéaire	1 à 3 ans				
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	linéaire	1 à 3 ans				

5 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Frais d'établissement :

	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution.....		
Frais de premier établissement.....		

Fonds commercial :

	Valeur nette	Taux amortissement
Eléments achetés.....		
Eléments réévalués.....		
Eléments reçus en apport.....		

Actif immobilisé :

<i>Valeurs brutes</i>	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles.....	8 931		4 200	4 731
Immobilisations corporelles.....	98 686	2 289	14 577	86 399
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés				
Immobilisations financières.....	9 938	6 300	38	16 200
Total.....	117 556	8 589	18 815	107 330

Amortissements et dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles.....	8 931		4 200	4 731
Immobilisations corporelles.....	94 339	1 885	14 577	81 648
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés				
Immobilisations financières.....				
Total.....	103 270	1 885	18 777	86 379

Créances représentées par des effets de commerce :

Non recensé

Usagers.....	
Autres créances.....	

Etat des créances :

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé.....	16 200	16 200	
Actif circulant et charges constatées d'avance.	484 582	484 582	

Produits à recevoir inclus dans les postes de bilan :

Participations et créances rattachées.....	
Immobilisations financières.....	
Usagers et comptes rattachés.....	7 500
Autres créances.....	1 355
Disponibilités.....	

Charges constatées d'avance :

2 054

6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE PRECEDENT

	Déficit	Excédent
Résultat de l'exercice précédent		684

AFFECTATION	Augmentations	Diminutions
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	684	
Total des affectations	684	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions ou consommations	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise.....				
Fonds propres avec droit de reprise.....				
Ecart de réévaluation.....				
Réserves.....	7 622			7 622
Report à nouveau.....	85 544	684		86 228
Résultat de l'exercice.....	684	1 757	684	1 757
Situation nette	93 850	2 441	684	95 607
Fonds propres consommables.....				
Subventions d'investissement.....				
Provisions réglementées.....				
Total.....	93 850	2 441	684	95 607

Intitulé des projets	A l'ouverture	Augmentation	Diminutions	A la clôture
Total				

6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

TABLEAU DES RESERVES, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	A l'ouverture	Augmentation	Diminutions	A la clôture
Réserves				
Réserves indisponibles.....				
Réserves statutaires ou contractuelles..	7 622			7 622
Réserves réglementées :				
- plus-values nettes long terme.....				
- sur octroi de subvention d'investissement.....				
- autres.....				
Réserves pour projet de l'entité.....				
Total (1)	7 622			7 622
Provisions réglementées				
Relatives aux immobilisations.....				
Relatives aux stocks.....				
Relatives aux autres éléments d'actif....				
Amortissements dérogatoires.....				
Provision spéciale de réévaluation.....				
Plus-value réinvestie.....				
Autres provisions réglementées.....				
Total (2)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges.....				
Provisions pour garanties aux usagers..				
Provisions pour risques d'emploi.....				
Provision pour amendes et pénalités....				
Provisions pour charges sur legs et donations.....				
Provision pour grosses réparations.....				
Autres provisions risques et charges.....				
Total (3)				
Dépréciations				
Sur immobilisations				
- incorporelles.....				
- corporelles.....				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
- financières.....				
Sur stocks et en cours.....				
Sur cptes usagers et cptes rattachés.....				
Autres dépréciations.....				
Total (4)				
Total général (1 + 2 + 3 + 4)	7 622			7 622
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation.....				
- financières.....				
- exceptionnelles.....				

6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS

Origine des fonds reportés	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Total				

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Origine des fonds dédiés	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours de l'exercice		Transferts en fonds dédiés (en + ou en -)	Fonds dédiés à la clôture	
			Montant global	Dont remboursement aux tiers		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exer.
	A	B	C		D	A+B-C+D	

Subventions d'exploitation

Tableau ci joint	467 025 -1 439		601 778		690 190	555 438 -1 439	
Sous-total	465 586		601 778		690 190	553 999	

Contributions financières d'autres organismes

Sous-total							

Ressources liées à la générosité du public

Sous-total							
Total	465 586		601 778		690 190	553 999	

6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

Etats des dettes :

	Montant brut	A 1an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit	65	65		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	16 896	16 896		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	71 350	71 350		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	126 674	126 674		
Total :	214 985	214 985		

Dettes représentées par des effets de commerce : Non recensé

Dettes financières.....

Fournisseurs.....

Autres dettes.....

Charges à payer incluses dans les postes du bilan

Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs.....	11 023
Dettes fiscales et sociales.....	49 314
Autres dettes	

Produits constatés d'avance :

126 674

7 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION DES VENTES DE BIENS ET SERVICES

Par catégorie	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
prestations de services	5 156	5 418	100,00	100,00
Total	5 156	5 418	100,00	100,00

Par secteur géographique	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
Total				

VENTILATION DES RESSOURCES HORS VENTES DE BIENS ET SERVICES

	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
Cotisations	150	200	0,02	0,03
Subventions d'exploitation	690 190	781 908	99,95	99,96
Concours publics				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Dons manuels	210	75	0,03	0,01
Mécénats				
Legs et donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Ventes de dons en nature				
Parrainages				
Autres ressources				
Total	690 550	782 183	100,00	100,00

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Méthode de valorisation des contributions volontaires figurant au compte de résultat.

Nature	Modalités de recensement et de valorisation

Motifs de la non comptabilisation :

Nature	Valorisation

7 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT (suite)***MONTANTS RELATIFS AUX LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE*****Produits**

Montant perçu au titre d'assurances-vie

Montant de la rubrique "Legs, donations"

Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations

Total des produits**Charges**

Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Reports en fonds reportés liés aux legs et donations

Total des charges

Le montant des droits acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite soit 14 800.04 € charges comprises est déterminé en fonction de leur ancienneté en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite soit 65 ans. Ce calcul tient compte d'un taux d'actualisation de 3.20%, d'une évolution de salaire de 1% et de la table INSEE 2017. Ce montant n'a été ni provisionné, ni comptabilisé.

8 - ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)

Engagements
de crédit bail :

Terrains
Constructions
Inst. techn., mat. & out
Autres immo. corp.
Immo. en cours

Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix achat résiduel (1)
Exercice	Cumulées	jusqu'à 1 an	+1 à 5 ans	+ 5 ans	Tot. à payer	

Totaux

--	--	--	--	--	--	--

(1) Selon contrat

AUTRES ENGAGEMENTS